

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION

Vannes, le 06 FEV. 1985

4ème Bureau

Environnement et Cadre de Vie

24, place de la République

56019 VANNES Cédex

Tél. : 16 (97) 47-30-30

MALF/MO

Poste 204

REG/4è Bureau

ARRETE D'AUTORISATION

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DU MORBIHAN

Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande formulée par la Société PREVAL dont le siège social est situé 76 rue Bonaparte - 75260 PARIS CEDEX 06 en vue d'être autorisée à poursuivre l'exploitation sur la ZI de PONTIVY - LE SOURN en la commune de LE SOURN, de son usine de traitement et de transformation de lait et de produits dérivés du lait ;

VU les plans annexés ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations classées ;

VU l'avis des Services techniques consultés ;

VU l'avis d'Conseils Municipaux des communes de LE SOURN, PONTIVY et ST THURIAU ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène en sa séance du 12 décembre 1984 ;

SUR proposition de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur Principal des installations classées,

A R R E T E

.../...

ARTICLE I : 1 - La Société PREVAL dont le siège social est établi au 76 de la rue Bonaparte - 75260 - PARIS CEDEX 06 - est autorisée à poursuivre l'exploitation, sur la zone industrielle de PONTIVY-LE SOURN en la commune de LE SOURN, de son usine de traitement et de transformation de lait et de produits dérivés du lait.

Cette unité présente, calculée sur une semaine de pointe et dans les conditions prévues de fonctionnement des installations, une capacité maximale journalière moyenne de 3.630.000 litres équivalents - lait et relève du régime de l'AUTORISATION selon la rubrique n° 242 - 1° de la nomenclature.

- 2 - L'établissement comporte une installation de combustion composée de générateurs capables de consommer, au total et en une heure, une quantité de combustible représentant un pouvoir calorifique inférieur de l'ordre de 28.600 thermies.
Cet équipement thermique est visé par la rubrique n° 153 Bis - 1° de la nomenclature et relève également du régime de l'AUTORISATION.
- 3 - L'établissement comporte en outre les installations indiquées dans le tableau ci-après et soumises au régime de la DECLARATION :

: Nature des Installations	: Rubrique de la : nomenclature : concernée
: a - Trois ateliers de recharge : d'accumulateurs électriques	: N° 3 - 1°.
+ : b - Un dépôt d'acide nitrique concentré	: N° 23 - b.
- : c - Un dépôt d'acide sulfurique concentré	: N° 31 Bis - 2 -b.
: d - Un dépôt d'hydrocarbures liquides :	:
: * fuel lourd n° 2 - liquide peu : inflammable,	:
: * fuel oil domestique - liquide : inflammable de la 2ème catégorie.	: N° 253.
: e - Un dépôt d'hydrocarbures liquides :	:
: * essence - liquide inflammable de : la 1ère catégorie,	:
+ : * gazole - liquide inflammable de : la 2ème catégorie.	: N° 253.
: f - Une installation de distribution : d'hydrocarbures liquides.	: N° 261 Bis
: g - Une installation de production de : froid employant l'ammoniac en tant : que produit frigorigène.	: N° 361 - A - 2°.

: h - Deux installations de production :
 : de froid employant un fréon en tant :
 : que produit frigorigène. : N° 361 - B - 2°. :
 :
 : i - Deux installations de compression d'air: N° 361 - B - 2°. :
 :
 : j - Une installation d'application de :
 : peinture par pulvérisation. : N° 405 - B - 1°-b: :
 : :

4 - L'unité de traitement et de transformation de lait et de produits dérivés du lait visée au paragraphe 1 - supra comprend les activités suivantes :

- Activité A : Fabrication de beurre et matières grasses (M.G.L.A.),
- Activité B : Concentration uniquement de lait écrémé et/ou de babeurre,
- Activité C : Concentration et séchage de lait écrémé et/ou de babeurre,

dont les capacités maximales journalières moyennes, sur une semaine de pointe et dans les conditions prévues de fonctionnement des installations, figurent dans le tableau ci-dessous :

ACTIVITE	PRODUITS TRAITES DANS L'ETABLISSEMENT		
	Nature du produit mis en jeu	Quantités (litres/jour)	Quantités (litres/jour) en équivalents-lait
A	Lait	1.260.000	1.260.000
	Crème	140.000	1.120.000
B	Lait écrémé et/ou	350.000	350.000
	Babeurre		
C	Lait écrémé et/ou	900.000	900.000
	Babeurre		
TOTAL			3.630.000

ARTICLE II : L'autorisation d'exploitation visée à l'article I ci-dessus est accordée sous les conditions suivantes :

A - PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT -

- 1°) Les ateliers et installations seront situés et aménagés conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation dans la

mesure où les dispositions de ces plans ou notices sont en accord avec les prescriptions imposées.

Toute modification importante de l'état des lieux, de la nature de l'appareillage employé ou des conditions d'exploitation des ateliers et installations devra faire l'objet d'une autorisation préalable du Préfet, Commissaire de la République du Département du Morbihan.

- 2°) Les différentes installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle en date du 21 juin 1976 relative au bruit des installations relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation ; les frais en seront supportés par l'exploitant.

- 3°) Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

En particulier :

- la conception ainsi que la fréquence d'entretien des installations devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours ;
- toutes dispositions devront être prises afin que les mouvements des véhicules à l'intérieur de l'établissement ne puissent gêner le voisinage par les ennuis de poussières (balayage et nettoyage, en tant que de besoin, des aires de circulation, allées et voies d'accès, etc...).

- 4°) L'ensemble de l'équipement électrique de l'établissement devra être conçu et réalisé de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs. Cette protection sera obtenue, soit par un degré de résistance suffisant des enveloppes, soit par un lieu d'installation supprimant ces risques.

L'ensemble de l'équipement électrique de l'établissement sera entretenu et maintenu en bon état.

Il sera périodiquement (au moins une fois par an) contrôlé par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Dans tous les cas, les diverses canalisations utilisées pour la lumière, le chauffage ou la puissance motrice devront être établies suivant les règles de l'Art, et en conformité des règlements en vigueur.

- 5°) Des moyens de première intervention tels que bouches d'incendie, robinets d'incendie armés, extincteurs, etc... seront en nombre suffisant et selon la nature du risque à défendre disposés et répartis judicieusement dans les différents locaux et ateliers de l'établissement.

L'ensemble du matériel destiné à la lutte contre l'incendie sera entretenu et maintenu utilisable de tous temps, même en période de gel.

Des contrôles périodiques de cette installation (au moins une fois par an) devront être effectués par un technicien compétent.

Le personnel de l'établissement sera instruit de son utilisation et entraîné périodiquement à son emploi.

Les observations recueillies au cours des exercices seront consignées sur un registre réservé à cet effet et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

- 6°) Des consignes précises en cas d'incendie seront, en tant que de besoin affichées d'une manière très apparente en des endroits de l'établissement appropriés.

Le numéro d'appel du Centre de Secours le plus proche devra être obligatoirement mentionné.

Les emplacements des moyens de première intervention (postes d'eau, extincteurs, etc...) devront être signalés par des pancartes.

- 7°) Les voies de circulation intérieures de l'établissement, les allées et voies d'accès devront être maintenues en constant état de propreté.

Elles devront avoir une largeur suffisante pour pouvoir être, de tous temps, utilisées facilement par les engins de lutte contre l'incendie.

Elles ne devront pas être encombrées par des marchandises ou des matériels divers.

- 8°) Les divers déchets et résidus industriels provenant de l'exploitation de l'établissement seront collectés, éliminés - et éventuellement récupérés - conformément aux dispositions édictées par la loi n° 75.663 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (journal officiel du 16 juillet 1975) ainsi que par les textes pris pour son application.

- 9°) Le service chargé de l'inspection des installations classées pourra, à tout moment, prescrire à la charge de l'exploitant, toute mesure nécessaire ou indispensable en vue de procéder à des analyses permettant de contrôler les effets de l'établissement sur l'environnement.

- 10°) En cas de nuisance accidentelle, l'industriel adressera au Service chargé de l'inspection des installations classées et sous un délai de quinze jours, un compte rendu sur l'origine de l'accident, ainsi que sur les mesures qui auront été prises afin que l'événement ne se reproduise.

B - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'UNITE DE TRAITEMENT ET

DE TRANSFORMATION DE LAIT ET DE PRODUITS ISSUS DU LAIT -

1°) Mesure des prélèvements d'eau.

- a - Chaque pompe qui sert au prélèvement d'eau de nappe ou d'eau de surface sera munie d'un compteur volumétrique ou à défaut d'un compteur horaire totalisateur couplé à un compteur d'énergie en vue de permettre la connaissance du nombre de m³ prélevés.
- b - Tous les compteurs de l'établissement seront relevés au moins une fois par jour et les valeurs obtenues seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2°) Eaux de refroidissement - Eaux pluviales non polluées - Eaux de condensats.

- a - Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux pluviales normalement non polluées ne seront pas mélangées aux eaux résiduelles devant être traitées. Leur collecte sera assurée par un réseau particulier.
- b - La température des eaux rejetées dans le milieu naturel - Rivière "Le Blavet" dans le bief du Signan à l'aval du pont Kennedy au PK 2 - 826 - ne devra pas excéder la valeur de 30° C.
- c - Les eaux de condensats seront recyclées dans la mesure des besoins.

3°) Eaux de nettoyage - Eaux pluviales polluées.

Toutes les eaux de lavage nécessaires à l'entretien des véhicules, des ateliers et des installations ainsi que toutes les eaux pluviales polluées seront collectées dans l'établissement et ne devront pas rejoindre le milieu naturel sans être traitées.

4°) Récupération.

L'unité sera équipée en permanence d'installations de récupération des sous-produits adaptées à son niveau d'activité.

5°) Stockages.

- a - L'unité devra disposer d'ouvrages permettant de stocker, collecter, ou traiter les produits dérivés du lait correspondant à la production d'au moins une journée de pointe.
- b - L'ensemble des ouvrages de stockage (matières premières et produits dérivés du lait) sera pourvu d'un dispositif automatique empêchant les débordements de liquide. A défaut, il pourra y être substitué une alarme sonore et lumineuse.

6°) Comptabilité Matière.

- a - Tous moyens nécessaires seront mis en oeuvre pour connaître les volumes ou les poids des produits dérivés du lait obtenus dans l'unité.
Les résultats des mesures seront pris, dans un document qui pourra, à sa demande, être présenté à l'inspecteur des installations classées.
- b - Sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées sera (seront) indiquée (s) la (les) distribution (s) des produits liquides dérivés du lait obtenus dans l'unité ainsi que les quantités correspondantes.
- c - L'inspecteur des installations classées pourra demander la justification des livraisons des produits liquides dérivés du lait éventuellement réalisées (relevés récapitulatifs, bordereaux de livraison, etc...).

7°) Réduction de la pollution contenue dans les eaux résiduaires industrielles.
Déversement des effluents dans une station d'épuration propre à l'établissement puis rejet dans le milieu naturel (rivière "Le Blavet").

Les eaux industrielles seront traitées avant d'être déversées dans le milieu naturel - rivière "Le Blavet" dans le bief du Signan à l'aval du Pont Kennedy au PK 3.630 - et devront répondre aux conditions énoncées ci-dessous :

- a - la température de l'effluent rejeté ne dépassera pas la valeur 30° C.
- b - le pH de l'effluent rejeté sera en permanence compris entre 5,5 et 8,5.
- c - l'effluent ne provoquera pas de coloration visible du milieu récepteur.
Il ne contiendra pas de substances capables d'entraîner la destruction du poisson après mélanges avec les eaux réceptrices.
- d - 1 - Les flux de pollution résiduelle journaliers rejetés par l'établissement tenant compte des charges liées aux activités déployées par la CICAB dont les effluents sont déversés dans la station d'épuration de la société PREVAL, ne devront jamais dépasser, pour les différents paramètres mesurés, les caractéristiques précisées ci-après :

:		:	
:	:	Flux de pollution rejeté qui ne peut être dépassé :	
:	Paramètres	:	pendant aucune période.
:	:	-----	
:	:	2 h. consécutives	24 h. consécutives
:	:	-----	
:	D.C.O.	24 Kg	180 Kg
:	D.B.O. ₅	8 Kg	52 Kg
:	M.E.S.	12 Kg	120 Kg
:	NH ⁺ ₄	:	60 Kg
:	:	:	:
:	:	:	:

- 2 - Dans les mêmes conditions que celles définies à l'alinéa précédent, l'effluent rejeté par l'établissement présentera au plus les concentrations maximales contenues dans le tableau suivant :

:	:	La concentration de l'effluent rejeté devra être :	:
:	:	inférieure ou égale à	:
:	Paramètres :	-----	:
:	:	moyenne mesurée sur 2h: moyenne mesurée sur 24 h.:	:
:	:	-----	:
:	D.C.O. :	120 mg/l. :	90 mg/l. :
:	D.B.O. ⁵ :	40 mg/l. :	26 mg/l. :
:	M.E.S. ⁵ :	60 mg/l. :	60 mg/l. :
:	NH ₄ ⁺ :	:	30 mg/l. :

e - Débits.

:	Débit jour- :	Débit maximal :	Débit moyen ne pouvant être dépassé :
:	nalier :	instantané :	pendant aucune période de :
:	maximal :	-----	-----
:	:	:	2 h. consécutives : 24 h. consécutives :
:	-----	-----	-----
:	2000 m ³ /j. :	130 m ³ /h. :	105 m ³ /h. : 84 m ³ /h. :

Dans l'hypothèse où les conditions de rejet ci-dessus définies ne permettent pas de maintenir aux abords immédiats du point de rejet, l'objectif de qualité 1 B fixé pour le Blavet, elles pourront faire l'objet ultérieurement d'une révision conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la législation sur les installations classées.

f - L'émissaire assurant l'évacuation de l'effluent épuré dans le milieu récepteur sera équipé d'un dispositif permettant de mesurer et d'enregistrer en continu le débit du rejet.
Cet émissaire devra être aisément accessible en toutes circonstances à l'Inspecteur des installations classées ainsi qu'aux agents chargés de la Police des Eaux, et aménagé de telle sorte à pouvoir amener du matériel de mesure ainsi qu'exécuter des prélèvements dans l'effluent.

g - L'exploitant de l'établissement procédera sous sa responsabilité à une mesure du débit journalier ainsi qu'à une analyse journalière de la D.C.O. à partir d'un échantillon représentatif du rejet d'une journée de fonctionnement de l'établissement.

h - Les mesures de débit et de D.C.O. indiquées ci-dessus seront communiquées par courrier mensuel au service chargé de l'inspection des installations classées.

8°) Boues issues de la Station d'épuration.

a - Les boues résultant du fonctionnement de la station d'épuration propre à l'établissement seront, de préférence et dans la mesure du possible, épandues sur des terrains agricoles en vue d'assurer leur valorisation.

b - Toutes dispositions seront prises, notamment dans le choix des zones d'épandage, pour que les opérations d'épandage ne puissent entraîner d'altération du milieu naturel. En particulier, la capacité d'absorption des sols ne sera jamais dépassée de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols ni le ruissellement hors des surfaces réservées à l'épandage ne puissent se produire.

9°) Lutte contre les déchets.

- a - Les déchets résultant de l'ensemble des activités de traitement et de transformation du lait et de produits dérivés du lait, seront recueillis, stockés et éliminés dans des conditions évitant les nuisances pour le voisinage et facilitant leur récupération et leur valorisation.
- b - Les déchets d'emballage non souillés seront notamment rassemblés distinctement de ceux spécifiques à l'exploitation de l'unité de traitement et de transformation du lait et de produits dérivés du lait (produits et produits dérivés du lait inaptes à la consommation, boues d'écémage, etc...). Ces derniers seront collectés à sec, dans des conditions limitant la pollution des eaux et facilitant leur valorisation.

10°) Prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les tours de séchage seront équipées d'évents pour éviter la transmission des explosions ainsi que de dispositifs d'aspersion d'eau à commande automatique et manuelle destinés à inonder la tour ou le lit fluidisé en cas d'élévation anormale de la température.

De plus, il existera un dispositif d'arrêt, à commande manuelle, des installations de ventilation des tours de séchage.

11°) Documents de contrôle.

Les résultats des mesures et analyses effectuées sur les effluents liquides ~~aux gaz~~ ainsi que les enregistrements de débits seront conservés au moins trois ans par l'exploitant et seront présentés, à sa demande à l'inspecteur des installations classées.

12°) Agrandissement notable.

Une nouvelle demande d'autorisation, dans ses formes complètes, devra être introduite en cas de modification des installations de traitement et de transformation du lait et de produits dérivés du lait susceptible de porter leur capacité maximale journalière moyenne sur une semaine de pointe et dans les conditions prévues de fonctionnement, à plus de 125 % de celle définie à l'article I section 1 du présent arrêté.

C - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'INSTALLATION DE

COMBUSTION DE L'ETABLISSEMENT -

- 1°) L'installation de combustion sera équipée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en date du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

En particulier, dans les conditions actuelles de localisation des installations et d'utilisation du fuel lourd n° 2, les gaz de combustion devront être évacués par l'intermédiaire d'une cheminée ayant une hauteur minimale de 36,40 mètres par rapport au niveau du sol de la chaufferie; de plus, la vitesse verticale ascendante d'émission desdits gaz au débouché à l'atmosphère libre devra être au minimum égale à 12 mètres/seconde.

- 2°) Pour permettre les contrôles des émissions de gaz et de poussières et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ces contrôles la cheminée ou les conduits d'évacuation devront être pourvus de dispositifs obturables commodément accessibles, à un emplacement permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère.
- 3°) Il existera un système d'arrêt de l'alimentation en combustible des générateurs constitutifs de l'installation de combustion (fuel et gaz). Ce système monté, sur les canalisations d'alimentation, possédera une commande manuelle placée en dehors de la chaufferie, accessible en toutes circonstances et correctement signalée.
- 4°) La fourniture électrique de l'ensemble des équipements de la chaufferie devra pouvoir être interrompue par un coupe-circuit général multi-polaire à commande manuelle. Celle-ci sera placée en dehors de la chaufferie en un endroit accessible en toutes circonstances, et correctement signalée.
- 5°) Les éléments de construction de la chaufferie présenteront au moins les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :
 - parois coupe-feu de degré deux heures ;
 - couverture incombustible.
- 6°) Le local de la chaufferie sera suffisamment ventilé par des aérations hautes et par des aérations basses.
- 7°) Il sera interdit d'entreposer des matières combustibles dans le local de la chaufferie.
- 8°) L'aménagement du local de la chaufferie sera conforme aux règlements en vigueur.
Toutes dispositions seront prises afin que le combustible (fuel) ne puisse s'écouler vers l'extérieur en cas de déversement accidentel.
- 9°) Sans préjudice de l'application, éventuellement, de réglementations spécifiques, l'entretien de l'ensemble de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage et de façon à réduire au minimum les envolées de suies et fumérons à l'atmosphère.
Cette opération concernera les surfaces de chauffe des générateurs, les foyers, les chambres de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, les appareils de filtration et d'épuration.

../...

D - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE

L'ETABLISSEMENT RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION -

Tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, les installations de l'établissement relevant du régime de la DECLARATION devront respecter les prescriptions suivantes :

- 1°) Les trois ateliers de recharge d'accumulateurs électriques seront aménagés et exploités conformément aux dispositions de l'arrêté type correspondant à la rubrique n° 3 de la nomenclature.
- 2°) Le dépôt d'acide nitrique concentré et le dépôt d'acide sulfurique concentré seront aménagés et exploités conformément aux dispositions des arrêtés types correspondants qui accompagnaient le récépissé de déclaration délivré le 13 juin 1975 (rubriques n° 23 et n° 31 Bis de la nomenclature).
- 3°) Le dépôt d'hydrocarbures liquides (fuel lourd n° 2 et fuel oil domestique) sera aménagé et exploité conformément aux dispositions le concernant contenues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 6 octobre 1975.
- 4°) Le dépôt d'hydrocarbures liquides (essence et gazole) et l'installation de distribution afférente seront aménagés et exploités conformément aux dispositions des arrêtés-types correspondants qui accompagnaient le récépissé de déclaration délivré le 22 novembre 1979 (rubriques n°s 253 et 261 Bis de la nomenclature).
- 5°) L'installation de production de froid employant l'ammoniac en tant que produit frigorigène sera aménagée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté type correspondant à la rubrique n° 361 de la nomenclature.
En outre, la salle des machines sera équipée d'un dispositif approprié, fiable et judicieusement positionné permettant de détecter et de signaler la présence d'une atmosphère dangereuse. Ce dispositif, à double seuil de déclenchement, devra entraîner automatiquement :
 - dans un premier temps (concentration volumique de l'atmosphère en ammoniac supérieure ou égale à 0,2 %), la mise en fonctionnement d'une alarme sonore et lumineuse ainsi que d'une ventilation additionnelle devant permettre l'extraction de l'air vicié. L'alimentation électrique de cette ventilation additionnelle devra s'effectuer par l'intermédiaire d'un circuit électrique indépendant prévu pour risque d'explosion.
 - dans un second temps (concentration volumique de l'atmosphère en ammoniac supérieure ou égale à 0,4 %), l'arrêt total des compresseurs de l'installation de réfrigération et la mise hors tension des circuits électriques présents dans la salle des machines non prévus pour risque d'explosion.
- 6°) Les deux installations de production de froid employant un fréon en tant que produit frigorigène et l'installation de compression d'air seront aménagées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté type correspondant à la rubrique n° 361 de la nomenclature.

ARTICLE 3 : Il est expressément défendu au pétitionnaire de donner toute extension à son établissement et d'y apporter toute modification de nature à augmenter les inconvénients de son établissement , avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 4 : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 5 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté qui ne vaut pas permis de construire, est accordée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si elle n'est pas exploitée pendant deux années consécutives sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 7 : Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives des mairies de LE SOURN, PONTIVY et ST THURIAU et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins des Maires de LE SOURN, PONTIVY et ST THURIAU et adressé à la Préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, commissaire de la république du département du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans déposés de l'établissement seront remis à M. le Directeur de la Société PREVAL qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire général du Morbihan , les Maires de LE SOURN, PONTIVY et ST THURIAU et le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, inspecteur principal des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, et de s'opposer à la mise en activité de l'établissement jusqu'à ce que les conditions ci-dessus prescrites aient été exécutées.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet, commissaire adjoint de la république de l'arrondissement de PONTIVY
- M. le Maire de LE SOURN
- * M. le directeur départemental de l'agriculture,
- M. le directeur régional de l'industrie et de la recherche,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le directeur départemental du travail et de l'emploi,
- M. le Maire de PONTIVY
- M. le Maire de ST THURIAU
- M. le Directeur de l'Agence de Bassin LOIRE-BRETAGNE - BP 6339 - 45063 ORLEANS CEDEX
- M. le Directeur de la Société PREVAL.

VANNES, le 06 FEV. 1985

Pour Ampliation
Pour le Commissaire de la République
et par délégation
Le Chef de Bureau

DANIEL TABARD

Le Commissaire de la République
Pour le Commissaire de la République
et par délégation
Le Secrétaire Général,

HENRI HURAND